Le prix du pétrole, une arme des Etats-Unis

Protégé du renchérissement du baril grâce à sa production domestique, Washington peut encourager l'entente des pays producteurs pour grever la compétitivité européenne

PAR HENRI PRÉVOT

Deux ans après une forte baisse, le prix du pétrole est remonté, passant de 40 à 60 dollars le baril. Il est habituel que les prix augmentent après avoir baissé. Mais le fait nouveau, c'est que l'OPEP a été rejointe par d'autres producteurs à bas coût, le Venezuela et la Russie, pour réduire de concert leur production. Une baisse de quelques pour cents de leur production, de 1,3 million de barils par jour sur 40 millions, a suffi à entraîner une hausse de prix de 50 %.

Certes, ce prix est très inférieur au niveau de 100 dollars auquel il s'est longtemps maintenu, mais jusqu'où peut-il monter ? Si la production à coût bas ou moyen ne suffit pas à répondre à la demande, il faut recourir à des productions beaucoup plus coûteuses, et l'expérience a montré que les consommateurs peuvent payer le pétrole à 150 dollars le baril. L'intérêt des pays à bas coût de production saute donc aux yeux : s'entendre entre eux pour, ensemble, diminuer leur production jusqu'à rendre nécessaire l'exploitation de gisements coûteux. C'est la voie sur laquelle ils se sont engagés.

L'autre fait nouveau est que les Etats-Unis produisent en grande quantité du pétrole de schiste à un coût compris entre 50 et 70 dollars, au point que, bientôt, ils n'auront plus besoin d'importer de pétrole. Dans les années 1930, les Etats-Unis avaient décidé de ménager leurs propres réserves de pétrole en important du pétrole. Un des principaux objectifs de leur politique étrangère fut dès lors de garantir leur sécurité d'approvisionnement au meilleur prix.

Dès 1933, les entreprises américaines ont obtenu des concessions pétrolières en Arabie saoudite. Depuis la fameuse réunion à bord du navire américain *USS Quincy*, le 14 février 1945, entre le président Roosevelt, de retour de Yalta, et le roi Ibn Saoud, tout se passe comme si les deux pays avaient conclu un pacte garantissant l'approvisionnement en pétrole en échange de la protection du royaume, même si aucun accord formel n'a alors été établi (le point est controversé entre les historiens). Quelles que soient les circonstances, ce pacte, qu'il soit explicite ou implicite, a été soigneusement respecté et périodiquement célébré.

UNE FLEUR À VLADIMIR POUTINE

Mais maintenant que les Etats-Unis n'ont plus guère besoin d'importer de pétrole, seront-ils aussi actifs au Moyen-Orient ? Ils peuvent disposer de leur pétrole pour 50 à 70 dollars quel que soit le prix mondial. S'ils n'augmentent pas leur production et qu'ils laissent les producteurs à bas coût s'entendre pour faire monter les prix, ils continueront de disposer d'un pétrole moins cher que l'Europe, le Japon et la Chine, qui paieront le pétrole plus de 100 dollars, et donc d'un avantage compétitif face à ces concurrents commerciaux. Et ce sera de plus une fleur faite à la Russie de Vladimir Poutine, nouvel « ami » de Donald Trump ! Si ce n'est pas sûr, c'est donc envisageable.

Que peut faire l'Europe ? Elle sera à peu près réduite à l'impuissance. Se contentera-t-elle de voir les pays producteurs à bas coût réduire leur production et faire monter les prix ? D'un point de vue politique à courte vue, ce serait évidemment plus facile que de prendre des décisions plus ou moins impopulaires. Mais ne vaudrait-il pas mieux au contraire diminuer notre consommation de pétrole avant d'y être contraints par une forte hausse du prix mondial ? S'il faut pour cela un impôt, nous en garderions au moins chez nous le produit, au lieu de financer à coups de centaines de milliards d'euros les pays producteurs de pétrole, dont les intérêts ne sont évidemment pas les nôtres. ■

Le Monde 2 février 2017

Henri Prévot *est consultant en politique de l'énergie*